

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

ÉDITORIAL

Le lait a tourné

En Suisse, l'idéologie du consommateur et de sa défense reste une des armes favorites de la bourgeoisie pour justifier l'étranglement de l'agriculture. Les paysan-ne-s en ont encore fait la triste expérience récemment en subissant une baisse de 9 centimes par litre de lait. Les deux grands distributeurs ont d'ores et déjà annoncé qu'ils baisseraient en conséquence le prix en magasin. Que cette annonce vienne au même moment de la part des deux géants ne surprend plus personne et surtout pas la commission de la concurrence... Passons.

Tous les organes de presse au service de la classe dominante se réjouissent donc: cette baisse phénoménale permettra assurément de relancer la consommation. Sauf que dans la réalité, pour un ménage cette baisse signifiera une économie mirobolante de 2 ou 3 francs par mois, tandis que pour le producteur elle pourra signifier une perte en centaines, voire en milliers de francs. Ceci alors que les marges des intermédiaires ne diminuent pas, elles.

En réalité, l'agriculture suisse a déjà été sacrifiée par les élites économiques de ce pays depuis bien longtemps. La transformation des exploitations sur un mode industriel est une réalité avérée, et les paysan-ne-s suisses sont soumis-e-s aux contraintes de la loi du marché. Cette nouvelle baisse du prix du lait aggrave la crise sociale que connaissent les petites et moyennes exploitations. Lorsque celles-ci auront disparu, la Suisse sera obligée d'importer son lait. Un comble!

Pourtant, jamais l'attention n'aura été aussi grande face aux enjeux de la crise écologique et de la crise alimentaire mondiale. La nécessité de maintenir une agriculture paysanne, écologique et proche des habitant-e-s semble évidente. Pour les paysan-ne-s comme pour les prétendus «consommateurs», la solution à ces crises ne peut plus venir de la droite et de ses recettes libérales.

Red.



La dossier de ce numéro explore les différents enjeux des élections dans plusieurs pays africains. Cette photo prise à St-Louis illustre le caractère contesté des dernières élections présidentielles au Sénégal. Les murs se transforment ici en lieu d'expression politique.

DOSSIER: DÉMOCRATIE ÉLECTORALE EN AFRIQUE

Elections et changements en Afrique

Lorsqu'on entend parler d'élections en Afrique, c'est souvent pour mieux dénoncer les désorganisations, les fraudes ou pire encore les conflits qui s'ensuivent. Pourtant il faut savoir prendre de la distance face à ces discours convenus et éloignés de la réalité. C'est pourquoi les articles de ce dossier sont consacrés spécifiquement à quatre pays africains: l'Angola, le Liberia, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Notre démarche ne consiste pas à résumer «l'Afrique» ni à procéder à une analyse comparée, mais, sous des formes différentes, à mieux comprendre les élections et les changements en cours. Le pluriel est ici de mise, car il est important d'aborder ces questions dans une perspective large qui permette de prendre en compte la grande diversité de phénomènes. Malgré les apparences, l'exercice électoral est répandu dans de nombreux pays africains et a – au-delà des analyses rapides qui dégradent ces élections au rang de «mascarades» – des conséquences directes pour des millions de personnes.

Red.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Syndicalisme:
Barack Obama très attendu par les syndicats

Page 4

International:
L'UE fait erreur en matière de climat

Page 11

Culture:
La haine de l'Occident de Jean Ziegler

Page 14

L'homme marchandise

Il n'y a pas que les biens et les services qui soient considérés comme des marchandises. Les hommes eux-mêmes, et en particulier les enfants, peuvent être traités comme de vulgaires marchandises. Les choses deviennent alors plus graves, plus douloureuses et plus dramatiques. L'être humain devient un «non-être» à qui on peut faire subir les pires sévices et les plus effroyables traitements. L'Histoire, malheureusement, nous fournit d'innombrables exemples d'«hommes marchandises», véritable «matériel humain» taillable et corvéable à merci dont on pouvait tirer profit et qu'on pouvait voler, acheter, vendre, déporter, exploiter, humilier, enfermer, torturer et tuer.

L'esclavage depuis les temps immémoriaux. Les travailleurs forcés du goulag soviétique. Les Juifs et d'autres déportés que les nazis exploitèrent au travail, qu'ils assassinèrent, et dont ils tirèrent les os pour des engrais, les cheveux pour des tissus, la graisse pour des savons, la peau...

Aujourd'hui, l'être humain demeure un «corps utile» dont on peut tirer des organes, qu'on peut utiliser à des fins expérimentales, qu'on peut exploiter sexuellement, dont les bras sont faits pour trimmer. L'esclavage moderne de millions de traîne-misère, les travailleurs saisonniers dont on n'accepte que les bras, les trafics d'enfants, la traite des femmes pour le commerce du sexe, l'exploitation des enfants au travail. Les exemples se comptent par millions.

Et les causes de cette exploitation de l'être humain réduit à une marchandise? J'en citerai trois. Le désir et la volonté de puissance inhérents à l'espèce humaine. Le racisme chargé de mépris et lourd de menaces. Et une soif effrénée de profit à tout prix. Tout est à vendre. On découvre que les lois du marché n'ont aucune limite, que le profit n'a pas de frontière. En outre, l'extrême pauvreté des millions de démunis permet tous les abus.

Comment ne pas penser à toutes ces femmes et à tous ces hommes, traités comme de vulgaires marchandises, qui souffrent aujourd'hui de l'exploitation effroyable et du génocide silencieux imposés par l'ultralibéralisme économique tout puissant. Comment ne pas penser à ces innombrables enfants, l'espoir des temps à venir, dont plus de quinze millions crèvent comme des bêtes chaque année.

Les «damnés de la terre», ces centaines de millions d'exclus vivant au-dessous du seuil de pauvreté, dans une misère innommable, victimes d'un capitalisme de plus en plus sauvage, touchant le fond de la détresse humaine, n'ayant plus rien à perdre, pourraient un jour s'insurger avec une violence d'autant plus meurtrière et explosive que la violence qu'ils ont constamment subie jusqu'ici était cruelle et impitoyable.

Raymond Durous

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-eur-s): Fr. 29.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Benoît Gaillard, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Antoine Chollet, Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Annabel Glauser, Lausanne.

Webmaster:

Kevin Luximon, Lausanne.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Le lait a tourné
- 2 L'homme marchandise
- 3 Syndicalisme et changement climatique
- 4 USA: bientôt l'heure de vérité
- 5 à 10 Dossier: Démocratie électorale en Afrique
- 11 Climat: l'illusion européenne
- 12 Nouvelle vision de la sécurité sociale
- 13 Elections cantonales neuchâtelaises
- 14 Jean Ziegler: La haine de l'Occident
- 15 Sport: Foot et politique
- 16 La dernière



Syndicalisme et changement climatique

Les syndicats sont désormais à la pointe de la lutte contre le changement climatique. Ceci témoigne d'une approche renouvelée de la lutte transnationale et des liens avec la société civile.

Les vieilles représentations ont la vie dure. Les médias adorent dépeindre les syndicats en organisations dinosaures tournées vers un passé industriel prétendument révolu. Ces syndicats, rétrogrades, seraient alors les pires ennemis de l'écologie, les représentants d'une gauche productiviste, polluante et industrielle à outrance. Il est vrai que la défense de l'emploi, dans certains secteurs, a pu être confondue avec le maintien de productions polluantes et dangereuses.

Aujourd'hui, pourtant, les syndicats représentent le principal espoir écologique pour le futur. Dans les négociations

... ils est impératif de fixer des objectifs ambitieux de réduction des émissions dans les pays développés...

internationales sur le changement climatique, ils sont les seules organisations représentatives de masse, à la fois dans les pays du nord et dans les pays du sud, à proposer des objectifs écologiquement sérieux de réductions des émissions de gaz à effet de serre. Cette prise de conscience et ce travail se font tant au niveau national (syndicats sectoriels, fédérations) qu'au niveau international (CSI-ITUC) et transnational (les fédérations syndicales internationales). En 2006 a eu lieu une première Conférence mondiale des syndicats sur le Travail et l'Environnement à Nairobi au Kenya.

LOBBYING INTERNATIONAL

A la conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Poznan, début décembre 2008, Bheki Ntshalintshali, secrétaire général adjoint du Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU) a déclaré au nom de la Confédération Syndicale Internationale (CSI-ITUC): «Les syndicats sont venus ici avec des attentes. Certaines ont été remplies. Mais le chemin est beaucoup trop lent! La crise économi-

que ne doit pas nous détourner de la lutte contre le changement climatique. (...) Si nous ne voulons pas que ce soient les plus pauvres qui souffrent, il est impératif de fixer des objectifs ambitieux de réduction des émissions dans les pays développés, et d'allouer les moyens technologiques et financiers nécessaires aux pays en développement.»

Il ne s'agit pas de nier le travail immense accompli par les ONG dites «environnementales» (Greenpeace, le WWF,...) ou celles dites de «droits humains» (Amnesty,...), mais force est de constater que les syndicats sont aujourd'hui la seule force de masse organisée à l'échelle mondiale qui soit en mesure de proposer une contestation du système économique existant, quand bien même cette possibilité n'est pas véritablement exploitée par les organisations syndicales transnationales.

ALLIANCE BLEU-VERT

Aujourd'hui, les grands syndicats de la planète travaillent main dans la main (voir encadré) avec ces ONG pour permettre un futur meilleur, pour la planète et pour ses habitant-e-s. Car les syndicats ne font pas d'idéalisme en matière de lutte contre le réchauffement climatique. S'ils sont à la pointe du combat, c'est d'abord parce que leurs membres sont les premières victimes des changements négatifs amenés par la crise écologique globale.

Ce travail est symbolisé par la «BlueGreen Alliance», de 2006 entre le Sierra Club – une des plus grandes organisations environnementales – et les United Steelworkers – le plus gros syndicat nord-américain – qui vise à traiter «des problèmes qui ont la plus grande possibilité d'unir la population américaine à la recherche d'une économie globale qui soit plus juste et plus équitable et fondée sur les principes de durabilité environnementale et économique». Le président des métallos américains, Leo Gerard, a ajouté



que «les emplois les meilleurs au XXI^e siècle sont ceux qui permettront de résoudre le problème du réchauffement climatique grâce à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables».

AMBIGUITÉS

Cet engouement des syndicats pour la lutte contre le réchauffement climatique, ne se fait pas sans heurts, en particulier dans certains secteurs. Les différences nationales ne sont pas négligeables non plus. Ainsi la centrale américaine AFL-CIO défend des réductions moins importantes que la CSI-ITUC même si des organisations affiliées à l'AFL-CIO comme les United Steelworkers prônent une politique beaucoup plus volontariste. Pour beaucoup, l'écologie est encore vue comme un obstacle à la croissance et à la création d'emplois. D'où l'intérêt de la stratégie syndicale organisée au niveau global de création d'«emplois verts».

Au-delà se pose la question récurrente pour la coopération syndicale transnationale, qui est celle du rapport aux Etats. La stratégie actuellement suivie repose beaucoup sur l'action auprès des Etats et le lobbying au sein des organisations internationales. Cependant, les syndicats en

tant que force sociale autonome doivent aussi développer des stratégies en dehors des structures nationales et étatiques. Assurément, l'alliance avec les organisations environnementales transnationales serait un pas dans cette direction. Vers un futur au-delà du capitalisme destructeur de la planète et de ses habitant-e-s.

Romain Felli

LES EMPLOIS VERTS

La principale perspective syndicale porte sur le concept d'«emplois verts». Essentiellement, il s'agit de l'idée qu'il est nécessaire d'opérer une transformation de la structure économique vers une plus grande durabilité. Ainsi les emplois perdus dans la sidérurgie ou l'extraction minière devront être remplacés par des emplois dans les énergies renouvelables, le recyclage, le secteur public etc. Une importante étude («Green Jobs: Towards Decent Work in a Sustainable, Low-Carbon World») a été menée en 2008 par le Global Labor Institute de Cornell et le Worldwatch Institute et publiée sous les auspices des Nations Unies (UNEP et BIT).

USA: l'heure de vérité approche

Les syndicats américains attendent beaucoup de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Le premier enjeu tourne autour de la législation du travail.



Le «Employee Free Choice Act» va faire parler de lui. Le nom est peut-être un peu obscur, mais si cette législation passe la rampe du législatif américain, les relations de travail aux Etats-Unis pourraient être changées durablement en faveur des syndicats. Avec l'arrivée au pouvoir du président Obama, accompagné d'une solide majorité démocrate à la Chambre et au Sénat, le mouvement syndical américain pourrait connaître prochainement une avancée majeure.

Aujourd'hui, il reste très difficile d'implanter un syndicat

... Plusieurs élus démocrates au Congrès sont proches du mouvement syndical et ont fait campagne sur cette question...

dans une entreprise américaine. Les patrons ont réussi à imposer une législation qui demande que la majorité des travailleur/euse-s d'une entreprise se prononcent en faveur du syndicat au cours d'un vote à bulletin secret avant que ce dernier ne puisse interve-

nir dans l'entreprise. Le problème de cette procédure est que dans les deux mois précédents la tenue du vote, les entreprises licencient les leaders potentiels et organisent une intense propagande anti-syndicale ainsi que des menaces sur les emplois. Ainsi des firmes aussi grandes que Wal-Mart (la première chaîne de supermarchés aux USA qui comporte 1,4 million d'employé-e-s) ne connaissent pas de syndicats.

SOUTIEN DÉMOCRATE

Al'inverse, le «Employee Free Choice Act», soutenu par Obama au cours de sa campagne, permettrait aux syndicats de faire signer des cartes d'adhésion aux travailleurs individuellement, sans passer par un vote à bulletin secret. Ainsi les syndicats pourraient obtenir une majorité de membres avant que les patrons ne puissent réagir. Cette législation est décrite comme la plus importante des 70 dernières années pour le mouvement syndical américain.

Plusieurs nouveaux élus démocrates au Congrès sont proches du mouvement syndical et ont fait campagne sur cette question. Ainsi Eric Massa, nouveau député de New York souligne que «le mouvement ouvrier américain représente la seule force encore active qui puisse diriger notre pays vers un commerce équitable et non vers un libre-échange destructeur. (...) Je rejette les propos scandaleusement faux qui prétendent que des salaires décents,

la sécurité des retraites, l'accès à des soins à prix abordables, et que la sécurité et la dignité au travail seraient «anti-américain». (...) Nous devons améliorer la vie de tous les travailleurs américains et le «Employee Free Choice Act» va nous aider à le faire».

ATTAQUES PATRONALES

On comprend que la droite et le patronat craignent cette mesure. Mark McKinnon, un lobbyiste de droite a déclaré qu'il s'agissait «de la plus importante refonte de la législation sur le travail depuis les années 1930» et que c'était un «cauchemar ainsi qu'un désastre politique». Les grandes entreprises ont donc commencé à investir des millions dans des campagnes de lobbying,

des campagnes de presse et d'organisations anti-syndicales. Déjà durant la campagne électorale ces groupes ont dépensé plus de 30 millions de dollars en publicité télévisée dans quelques Etats afin de barrer la route aux candidats démocrates favorables à cette législation. Et des centaines d'associations patronales ont fondé et financent des institutions qui se dévouent à la propagande anti-syndicale, espérant faire flancher les parlementaires démocrates les plus à droite. Cette législation constitue donc le premier test qui révélera la capacité de la majorité démocrate à faire passer une politique plus favorable aux travailleur/euse-s.

Romain Felli



BARACKOBAMA.COM

INVESTIR POUR FAIRE FACE À LA CRISE

Alors que certains économistes tentent de minimiser l'impact de la crise sur l'économie réelle, l'Union syndicale suisse a récemment tiré la sonnette d'alarme en encourageant tous les acteurs économiques du pays, la Confédération en premier lieu, à adopter un plan de relance par le biais d'investissements massifs dans le domaine des services, de la sécurité sociale et de la formation.

Si la crise semblait dans un premier temps restreinte au domaine financier, l'USS constate en effet qu'elle commence à se répercuter sur l'économie réelle et à frapper de plein fouet les travailleur/euse-s du pays. Ainsi, une poussée de chômage se fait déjà ressentir et des vagues de licenciements sont à prévoir, avec les conséquences sur le pouvoir d'achat que cela implique. L'USS demande donc à la Confédération d'organiser au plus vite une conférence sur la crise et d'adopter un programme d'investissement d'au moins un pourcent du PIB (5 milliards). Elle propose de décliner ce plan de relance en quatre axes prioritaires: des investissements importants dans les services publics et pour des mesures écologiques, une amélioration du pouvoir d'achat des petits et moyens revenus par le biais des assurances sociales et de l'accueil de jour des enfants, un renforcement de la formation continue et un programme de renforcement du franc suisse.

Ces revendications réaffirment clairement la nécessité de répondre à des situations économiques difficiles par des plans d'investissements et non par des sauvetages de banques privées ou des baisses d'impôts massives ne profitant qu'à la minorité aisée de ce pays!

LR

DOSSIER: DÉMOCRATIE ÉLECTORALE EN AFRIQUE

Le choix des urnes

Du temps colonial aux transitions démocratiques des années 1990 en passant par les indépendances, la pratique politique a beaucoup évolué. Toutefois, lorsque les mots «Afrique et élections» figurent dans un même texte, il est trop souvent question de conflits, émeutes ou fraudes. Dans bien des cas, cela fait écho à la représentation répandue de l'Afrique comme un continent «perdu», traversé par des conflits incessants, incapable de se développer. Rien de nouveau à cela, car cette représentation manichéenne du continent africain avec tous les stéréotypes associés remonte déjà à la période coloniale. En outre, périodiquement, cette vision réductrice est réaffirmée au gré des enjeux et des nécessités. Le point commun est que «l'Afrique» a été toujours définie de l'extérieur selon les besoins des dominants et réduite à un état d'incapacité. Incapacité à devenir ou gérer un État, à assumer son destin, à se développer, à se prendre en charge. Définir pour mieux asservir, en quelque sorte; toujours pratique pour justifier l'intervention des «parents occidentaux».

DES ÉLECTIONS CONTRAIRES À «LA NATURE»

Ainsi, les élections en Afrique seraient, par nature, des événements imparfaits, inachevés. Toutefois, de nombreux exemples concourent à démontrer le contraire. L'Afrique du Sud, le Botswana, le Bénin, le Sénégal ou le Ghana à leur façon ont intégré la démocratie électorale dans leur trajectoire historique. Au Ghana, la dernière

élection présidentielle a même consacré une deuxième alternance politique depuis le retour à la république en 1992. A plusieurs titres, le Nigeria ou l'Angola connaissent des développements intéressants.

Les élections posent aussi et surtout des questions sur l'État. Après la deuxième guerre

cas remettre en cause l'ordre colonial. Paradoxalement, dans de nombreux pays, la période pré-indépendance donna lieu une intense vie politique entre différents mouvements.

Les indépendances des années 1960, et la certitude en l'action de l'État dans le développement de la nation, ont fonc-

mentarisme. Toutefois, ce type de développement échouera dramatiquement. Ainsi, les années 1980 sont marquées par une dégradation des conditions économiques et verra l'introduction par la Banque Mondiale des premiers plans d'ajustement structurels et les conditionnalités (telles que l'ouverture des marchés, la privatisation des services publics, la réduction du déficit budgétaire).

REDÉCOUVERTE D'UNE VOIX POPULAIRE IL Y A VINGT ANS

A partir des années 1990, les dynamiques internes et externes se rejoignent; la redécouverte d'une «voix populaire» et des vertus de la protestation de masse recourent les changements géopolitiques et provoquent des transitions démocratiques. Ainsi, sous des formes différentes, la majorité des pays du continent connaît un retour au multipartisme et voit la réouverture d'espaces précédemment fermés. Toutefois, ces années sont également celles de nombreux conflits armés aux effets dévastateurs: le Liberia, la Sierra Leone, le Zaïre, le Congo, la Somalie, pour ne citer que quelques exemples.

Afin de donner corps à tous ces changements, nous avons choisi, dans ce dossier, de parler de l'Angola, du Liberia, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Notre dossier se propose donc de rendre compte d'une partie des réalités complexes et différentes (voire insaisissables) et des contradictions inévitables qui traversent tous ces pays.

Mathieu Gasparini



Le Sénégal, le Liberia, la Côte d'Ivoire et l'Angola sont au menu de ce dossier.

mondiale, les puissances coloniales, aussi bien anglaise, française que portugaise, ne toléraient pas qu'on conteste leur prérogative. Tous les mouvements nationalistes ou vaguement indépendantistes furent violemment réprimés. Par exemple, en 1947, la répression française à Madagascar provoqua entre 40 000 et 90 000 morts. Le changement devait être contrôlé et dans ce cadre-là, les élections ne devaient en aucun

tionné comme une réduction du champ politique. Quel que soit le type de régime, les impératifs de développement primaient sur tout et ne souffraient aucune dissonance. Le parti unique devint donc la norme et les États occidentaux s'en félicitaient. Tous les champs autonomes du pouvoir ont été réduits à néant au nom de la construction nationale. En outre, la guerre froide n'a que renforcé ces tendances à l'auto-

Angola

L'autoritarisme par les urnes?

6

Sénégal

L'alternance politique de 2000 n'a pas provoqué le changement espéré.

7

Liberia

Témoignage de l'assistante spéciale à la communication de la Présidente Sirleaf.

8

Côte d'Ivoire

Entretien avec Henri-Michel Yéré, historien.

9

Les espoirs déçus:

Vers une démocratie sans choix?

10

DOSSIER: DÉMOCRATIE ÉLECTORALE EN AFRIQUE

L'autoritarisme par les urnes: les élections en Angola

Didier Péclard, chercheur à Swisspeace et spécialiste de l'Angola, nous livre son analyse des dernières élections en Angola. Il démontre que, de manière paradoxale, les élections peuvent légitimer l'autoritarisme.

Par Didier Péclard

Le 5 septembre 2008, les Angolais se sont rendus aux urnes pour la deuxième fois de l'histoire du pays afin d'élire leur parlement. Un peu plus de six ans après la fin d'une guerre civile qui, durant près de 27 ans, a ravagé le pays, ces élections étaient placées sous le signe de la «normalisation» du pays et de sa transition vers la démocratie. Le bilan est pour le moins mitigé.

Comme on pouvait s'y attendre, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975 sort grand vainqueur du scrutin. Si la victoire du parti de José Eduardo dos Santos, le Président angolais en place depuis 1979, ne surprend pas, c'est son ampleur qui impressionne: avec 81,64% des suffrages exprimés, le MPLA obtient nettement plus que les 2/3 des sièges de l'Assemblée nationale dont il avait fait un objectif non avoué.

Quant à l'opposition, elle se partage les miettes: l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), ancien parti rebelle fondé par Jonas Savimbi en 1966 et qui a mené une lutte armée de plus de 25 ans contre le MPLA afin de lui ravir le pouvoir, n'obtient que 10,39% des suffrages, les huit pourcents restant se répartissant entre les douze autres partis en lice, dont trois seulement obtiennent une représentation à l'Assemblée nationale.

UN SCRUTIN DANS LE CALME

L'un des principaux enjeux de ces élections était qu'elles se passent dans le calme et qu'elles ne débouchent pas sur une reprise des combats. En 1992, un premier scrutin organisé à la hâte au terme d'un processus de paix trop rapide et dans un contexte où les deux belligérants, MPLA et Unita, n'étaient pas prêts à accepter

de perdre dans les urnes ce qu'ils avaient cherché à gagner par les armes, s'était en effet soldé par un échec retentissant, conduisant à 10 années supplémentaires de guerre particulièrement meurtrière pour les populations civiles.

En ce sens, les élections de septembre 2008 ont été un succès: les citoyens angolais ont fait preuve d'un grand sens civique et démocratique malgré le chaos relatif dans lequel ils ont dû voter. L'Unita, qui avait commencé par contester les résultats du vote, n'a jamais attiré le débat sur un terrain autre que politique. A y regarder

du conflit, qui passe par l'anéantissement de l'Unita en tant que mouvement rebelle armé, solution qui présente pour le gouvernement l'avantage collatéral non négligeable de couper l'herbe sous les pieds aux mouvements qui font pression pour une issue négociée.

C'est ainsi que le président angolais annonce fin 1998 le lancement d'une «guerre pour la paix» dont l'objectif est d'«annihiler politiquement et militairement l'Unita belliciste», et qui débouche, début 2002, sur la mort de Jonas Savimbi et la capitulation de son parti. La victoire militaire

conduit aux élections s'apparente, selon les termes d'un observateur angolais de la société civile, à un match de foot opposant dix joueurs de champ à un gardien de but.

Le MPLA ne s'est pas présenté comme un «simple» parti politique, mais bien sûr comme le bras politique d'un appareil d'Etat entièrement dévoué à sa cause. Ainsi, le parti et le Président dos Santos ont su capter à leur avantage les dividendes de la paix, récupérant à leur propre compte le succès militaire contre l'Unita, le cantonnement et la démobilisation de la grande majorité de ses soldats, ou encore le soutien humanitaire fourni par la communauté internationale aux familles de ceux-ci ainsi qu'aux populations précédemment sous contrôle des «rebelles».

L'opposition, quant à elle, a souffert à la fois de son inexpérience, de ses divisions, du manque de liberté d'expression dans le pays, et des multiples violences et intimidations dont la campagne a été entachée.

Sur fond d'un boom économique sans précédent (la croissance moyenne du PIB angolais sur la période 2002-2008 a dépassé les 15%) et dans un contexte où l'Angola, avec une production de pétrole qui avoisine les 2 millions de barils par jour, est courtisé par les investisseurs internationaux, les élections de septembre dernier auront montré comment la démocratisation peut être «le prolongement de la guerre par d'autres moyens», et comment les urnes peuvent légitimer l'autoritarisme.



Des élections libres et justes ou juste du vent?

de plus près, le bilan est toutefois plus contrasté et laisse planer de sérieux doutes sur la démocratisation à l'Angolaise.

LES CONDITIONS DE «L'ENTRÉE EN PAIX»

Pour comprendre les dynamiques de la transition en cours en Angola, il faut revenir sur la façon dont le pays est «entré en paix». Face notamment à une société civile, Églises chrétiennes en tête, qui se structure pour faire pression sur les belligérants afin qu'ils reprennent les négociations, et qui trouve un certain écho au niveau international, le président dos Santos opte à la fin des années 1990 pour un règlement militaire

sur l'Unita est donc bien autant, voire avant tout, une victoire politique. Elle permet au MPLA de faire l'économie de négociations longues et potentiellement difficiles, dans lesquelles il lui aurait été difficile d'éviter les concessions, et qui auraient, surtout, pu donner un élan nouveau à la société civile angolaise. En triomphant de son frère ennemi, le MPLA s'arroge donc surtout le droit de dicter les règles de la transition vers la paix et de contrôler strictement le processus de «démocratisation» qui l'accompagne.

UN MATCH À DIX CONTRE UN

Ce n'est donc pas une grande surprise si la période qui

POUR EN SAVOIR PLUS

La revue *Politique Africaine* a consacré plusieurs dossiers et articles sur l'Angola. Notamment les numéros de mars 1995 et de juin 2008.

www.politique-africaine.com

DOSSIER: DÉMOCRATIE ÉLECTORALE EN AFRIQUE

Le Sénégal sous Wade: après l'alternance politique, la nécessité de foi

Le changement promis lors de l'élection présidentielle de 2000 n'a pas eu lieu. Mais l'énergie du changement n'est pas morte et, forts de leur expérience, beaucoup espèrent en une prochaine alternance «dans la politique».

Par Cheikh,
un Sénégalais d'ailleurs

Veille du 19 mars 2000, le Sénégal a rendez-vous avec son histoire! Tel un adolescent amoureux qui patiente fiévreusement que sonne l'heure de la rencontre avec son désir, le Sénégalais de partout trépigne, sautille, jappe presque de cette effervescence qui envahit l'enfant guettant le vieux barbu sous le sapin. La sentence était entendue depuis longtemps, l'histoire politique du Sénégal devait enregistrer la page du changement, celle de l'alternance politique.

UNE ALTERNANCE POLITIQUE ATTENDUE

Les Sénégalais avaient fini par éprouver une franche aversion pour le régime socialiste au pouvoir depuis 1960. De Léopold Sédar Senghor, le premier président, à Abdou Diouf, les socialistes ont étendu leur arrogante suffisance et leur mépris des règles élémentaires de gestion des affaires et deniers publics jusqu'aux espaces les plus intimes du peuple sénégalais. Le *goorgorlou* (cf. note), étreillé par une vie de misère et mis au pas par les rigueurs des multiples plans d'ajustements structurels avait fini de succomber aux délires de l'espérance. Celle-là dont les entrepreneurs de la foi, conscients du terrain favorable que constitue cette misère à ciel ouvert, se sont fait les chantres. Avant l'arrivée de Wade et du parti démocratique sénégalais (PDS) au pouvoir, les Sénégalais avaient tout perdu... sauf la foi. C'est justement à cet ultime bien que ce peuple doit d'avoir vécu l'alternance politique le 19 mars 2000. En effet, l'explication de l'avènement de l'alternance politique au Sénégal réside éminemment dans sa mise en perspective

avec un acte de foi dont l'objet est le changement politique. Le slogan du *Sopi* (cf. note), maintes fois rabâché aux oreilles des citoyens ainsi que les textes de rap des jeunes, à l'engagement courageux, ne sont certainement pas étrangers à l'ancrage de la foi dans le changement qui vigoureusement naissait dans chaque foyer sénégalais. Aussi, dès l'annonce du deuxième tour des élections présidentielles de 2000, il était entendu que le peuple allait enfin «se faire justice» en guillotinant ce terreau de corruption et de clientélisme qu'était le régime socialiste.

Abdoulaye Wade, après près de 26 ans de vaines oppositions, est donc arrivé au pouvoir par la force du contexte, porté qu'il fut par la volonté collective d'un peuple assoiffé de changement, prêt à voguer vers des lendemains meilleurs.

LE CHANGEMENT PLUS QUE TOUT

Ce qui paraît fondamental ici est le fait que le peuple sénégalais était résolu à confier le changement à n'importe quel leader politique. La seule constante était l'espérance. Pour cette raison, l'unique mission assignée à Abdoulaye Wade par le peuple qui l'a élu était de donner âme, corps

... Les mots sont faibles pour dépeindre l'amertume généralisée des Sénégalais qui en sont à regretter l'époque d'Abdou Diouf...

et vie à cet espoir de lendemain meilleur. Il n'en fallait pas beaucoup pour avoir des lendemains meilleurs en vérité. Prendre la pleine mesure de cela, c'est se rendre compte qu'au soir de son élection, d'opposant au crépuscule de sa gloire, Abdoulaye Wade est devenu le légitime président

de tout un peuple qui, au-delà de la personne, voyait l'espérance. Au «Sopi» maintenant réalisé s'est substitué «Le Sénégal qui gagne!», slogan qui, comme cette fameuse boisson énergisante, a donné des ailes au *goorgorlou* nouvelle version; autrement dit le *goorgorlou* d'après alternance pour qui demain est subitement devenu une belle promesse de santé, d'épargne, d'instruction et d'infrastructures en plus.

DÉSILLUSION

Mal lui en prit, au *goorgorlou*, d'espérer son envol. Le rêve, c'était sans compter que «les promesses n'engagent que ceux qui y croient». La désillusion des Sénégalais a commencé avec un mécanisme insidieux de recrutement du personnel politique: la transhumance. Le terme lui-même suffit à comprendre les motivations de ceux qu'il faut, pour l'histoire, nommer les transhumants. Ce mécanisme a réinstallé au cœur du pouvoir les anciens manitous du régime socialiste, dont le peuple, au prix de sacrifices, avait réussi à se défaire. Aujourd'hui au Sénégal, en guise de changement, le peuple est aux prises avec un mal de vivre terrible. Les mots sont faibles pour dépeindre l'amertume généralisée des Sénégalais qui en sont à regretter l'époque d'Abdou Diouf et de ses pantins. La république est à genou à force de désacralisation des institutions, la justice assujettie aux humeurs du chef. Une immunité proprement incompréhensible enveloppe les fossoyeurs de l'espérance. Les Sénégalais vivent la plus grande inversion de la raison qu'il ne leur a jamais été donné d'imaginer. La désillusion et la misère du peuple sénégalais aujourd'hui sont simplement ineffables. Aujourd'hui, il apparaît clairement que le peuple sénégalais est



Poster publicitaire déchiré du président Sénégalais Wade lors de la campagne présidentielle de 2007.

de nouveau astreint à une historique nécessité de foi, comme celle d'avant l'alternance. Le propre de la foi réside moins dans sa capacité à faire sublimer des situations intenable de manière à les accepter au nom de la fatalité que dans la disposition qu'elle place en chacun d'agir pour accomplir un «idéal» sans même en connaître le contenu. Pourvu que le contenu du nécessaire nouveau *Sopi*, qui doit être le nouvel objet de foi, soit connu de tous, désiré de tous et maîtrisable par ceux qui auront la tâche historique d'enfin faire entrer le Sénégal dans une véritable alternance politique ou de préférence dans l'ère d'une alternance dans la politique.

NOTES

Goorgorlou: ce terme désigne le Sénégalais lambda (avec ou sans travail) qui se débat dans des difficultés quotidiennes pour sa famille. Le terme lui-même vient du Wolof et, veut dire «débrouillard».

Sopi: terme Wolof qui signifie «changement»; utilisé comme slogan de campagne politique par Wade.

DOSSIER: DÉMOCRATIE ÉLECTORALE EN AFRIQUE

Aux côtés de la première présidente du Liberia

Robtel Neajai Pailey travaille actuellement comme assistante spéciale à la communication de la Présidente de la République du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf. Elle témoigne ici des changements ressentis suite à cette élection.

Par Robtel Neajai Pailey

Quand j'étais plus jeune, j'étais convaincue qu'un jour, je deviendrais la première femme présidente du Liberia. J'ai toujours eu des liens proches avec ce pays d'Afrique de l'Ouest quitté à l'âge de six ans, une année avant le début de la terrible guerre civile. Pendant ce temps, le Liberia a toujours vécu en moi. Ainsi, des années plus tard, la question du retour, afin d'aider à la reconstruction du pays, s'est posée à moi.

J'étais persuadée que mes qualités me permettraient d'infiltrer le réseau quasi-exclusivement masculin de la politique africaine, voire mondiale. Bien entendu, Ellen Johnson Sirleaf m'a battue à l'élection présidentielle de 2005, lorsqu'elle surprit tout le monde en devançant le candidat populiste favori, la star-du-football-humanaire-people devenu politicien, George Weah. Désormais, je travaille pour elle, comme responsable de la communication entre la présidence et les citoyens, et jour après jour, je découvre les nombreux défis auxquels le Liberia est confronté.

UNE RECONSTRUCTION DIFFICILE

Les difficultés sont nombreuses et les succès restent discrets. Il s'agit de refaire les fondations d'un pays déstructuré, aux institutions défailtantes. Il y a un grand nombre de personnes brisées ici. Certaines ont des blessures physiques, émotionnelles et psychologiques provoquées par la guerre, et beaucoup essayent de les cacher derrière un voile d'indifférence. Nous marchons quasiment tous sur des tombes et les évocations du conflit qui ont déchiré le pays pendant 14 années sont nombreuses.

La liste des nécessités est interminable: remise en état

des infrastructures, réduction de la pauvreté, création d'emplois, réduction de la dette, gestion de la réconciliation, reconstruction d'un semblant de gouvernance, relance de l'Etat de droit, réduction de la criminalité, alphabétisation, éducation gratuite pour tous, lutte contre le VIH-SIDA.

En l'espace de deux ans de présidence, Ellen Johnson Sir-

leaf a remis le pays sur la voie de l'équilibre budgétaire, a réglé les arriérés avec la Banque Mondiale, et obtenu un rééchelonnement de la dette. Elle a aussi restauré l'électricité dans certains endroits de la capitale après des dizaines d'années d'obscurité, a renégocié des accords d'exploitation avec la toute puissante et controversée multinationale Firestone (qui produit du caoutchouc et est le premier employeur du Liberia). Elle a conclu des contrats transparents pour l'exploitation du minerai d'or et de fer, a restructuré l'armée et a institué la gratuité de l'école primaire obligatoire.

UNE ÉTHIQUE POLITIQUE FÉMINISÉE

La présidente occupe un rôle de modèle pour beaucoup de gens. Pour devenir la première présidente du Liberia (et d'Afrique), face à des candidats hommes

en compétition pour le partage du gâteau national, il s'agissait d'avoir plus que du courage. Toutefois, dans sa tâche, Johnson Sirleaf n'est pas seule. Alors que les gouvernements du passé s'étaient perdus dans des controverses d'ordre patriarcal, elle a atténué la nature masculine de la politique au Liberia en nommant des femmes reconnues à des

positions politiques importantes. Ces femmes parlent avec une autorité et une légitimité qui étaient impensables auparavant. Cette féminisation de la «haute» politique accompagne en parallèle une montée en puissance de l'électorat «femmes». Beaucoup d'entre elles ont porté Johnson Sirleaf à la présidence en faisant campagne dans les marchés, en convainquant leurs enfants de voter pour celle qu'elles surnomment «Ol'Ma» (littéralement, «vieille maman»). Ainsi, l'éthique du Liberia est devenue une éthique féminisée.

place à part entière dans le nouveau Liberia, ainsi qu'une reconnaissance politique et sociale totale. Il y a incontestablement une nouvelle énergie au Liberia, et cette énergie féminine pousse au changement.

Être une femme au Liberia est comme réclamer sa propre humanité. Être une femme au Liberia est comme se remettre d'un problème psychosomatique et réaliser qu'on était conditionnée à être handicapée.

Désormais être une femme au Liberia est similaire à une renaissance. Cette renaissance est visible quotidiennement. Sur les artères principales de Monrovia, les vendeuses occupent les rues en vendant des bougies, bananes grillées, poissons frits ou cacahuètes. Elles occupent aussi les étals des marchés négociant les prix des différents tissus colorés auprès des couturiers. Elles parcourent les rues avec leur lourd chargement sur la tête, sous le soleil sans pitié de la saison sèche. Elles gagnent le pain de la nation. D'autre part, dans la vie trépidante de la ville, les femmes cols-blancs, habillées en tailleur, n'hésitent pas à disputer aux hommes une place dans les taxis collectifs. Elles vont travailler afin de mettre à manger sur la table. Elles sont les chefs des foyers.

Cela témoigne du fait que quand on éduque une femme, on éduque une nation. Les femmes transmettent la culture, elles sont les incubateurs de l'histoire, de la société et des coutumes. Au Liberia, les femmes représentent la voie vers la paix et la prospérité. Enfin Ellen Sirleaf a montré que l'on pouvait être simultanément «Ol'Ma» et une femme intelligente et droite. Plus que jamais, il apparaît que le genre, médiatisé socialement, est un objet en perpétuelle transformation, en mouvement.

Ce chant rassemble les nombreuses femmes qui, enfants harnachés sur le dos, réclament une



Robtel Neajai Pailey et la présidente du Liberia Ellen Johnson Sirleaf

DOSSIER: DÉMOCRATIE ÉLECTORALE EN AFRIQUE

Côte d'Ivoire: «Les élections ne régleront pas tout»

Entretien avec Henri-Michel Yéré, historien ivoirien basé à l'Université de Bâle.

Pages de Gauche: La situation semble confuse en Côte d'Ivoire actuellement. Pourriez-vous nous la décrire succinctement?

Henri-Michel Yéré: On peut prendre les accords de Ouagadougou (mars 2007) comme point de départ. Le chef de la rébellion, Guillaume Soro, est devenu alors Premier Ministre d'un gouvernement d'union nationale, alors que le président restait Laurent Gbagbo. Ce gouvernement avait comme but de désarmer les forces rebelles, de réunifier les forces armées, de préparer les élections en procédant notamment à l'identification et au recensement des électeurs. C'est une tâche compliquée.

Le processus a pris du retard, notamment l'identification. Les parties s'accusaient de fraude. Au niveau de l'intégration des ex-forces rebelles, cela s'est fait avec des grincements de dents. En effet, beaucoup de rebelles ont réintégré l'armée nationale avec des grades plus élevés qu'auparavant.

Tous ces retards ont eu comme conséquence que l'élection présidentielle prévue au 30 novembre 2008 a été reportée. Aucune nouvelle date n'a encore été communiquée.

Il transparait que la Côte d'Ivoire a une riche histoire électorale. Est-il possible d'y distinguer plusieurs périodes?

En effet, en Côte d'Ivoire, on vote régulièrement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. La première période commence à cette époque. Avant même l'élection des premiers députés Félix Houphouët-Boigny, Ouezzin Coulibaly et Zinda Kaboret, au Parlement français en 1946, il y avait des élections au niveau communal ou de la colonie.

C'est la période où

le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) est créé, ainsi que d'autres partis et mouvements politiques. Les enjeux étaient de représenter la colonie à Paris mais aussi à l'intérieur du pays. Cette phase se termine en 1957, puisque les élections consacrent la victoire absolue du PDCI à tous les scrutins. A ce moment, le PDCI absorbe les autres partis et devient le «parti unique». A noter que la constitution garantissait le multipartisme, mais dans les faits, il n'existait pas. Tous les cinq ans, il y avait des élections, y compris des élections présidentielles, mais sans surprise. Dès 1980, il est jugé nécessaire d'introduire une mesure de «démocratie» comme on disait à l'époque. Le système de liste unique a été abandonné afin de permettre aux cadres de chaque région de se présenter, sous

... Le chef de la rébellion,

Guillaume Soro, est devenu alors Premier Ministre alors que le président restait Laurent Gbagbo...

l'égide du PDCI. Le pluralisme existait au niveau des personnalités plus que de l'idéologie.

Le retour au vrai multipartisme date du 30 avril 1990. Pour la première fois, Houphouët-Boigny a un opposant en la personne de Laurent Gbagbo. Le premier remporte l'élection avec 81% des voix. Cette période dure jusqu'à la fin du régime PDCI, marqué par le coup d'état militaire du 24 décembre 1999 qui a mis au pouvoir Robert Guéï. Ce coup d'état a été suivi par une élection présidentielle en 2000, que Gbagbo, pourtant déclaré vainqueur, a jugé «calamiteuse».

Comment analyser l'élection en 2000 de Laurent Gbagbo à la présidence?

L'élection de Gbagbo répond à de nombreux facteurs.

D'abord, c'est l'arrivée au pouvoir d'un homme politique qui fait partie du paysage depuis longtemps, lorsqu'il était dangereux de s'opposer à Houphouët-Boigny. Son arrivée au pouvoir a ouvert une nouvelle ère politi-

... Laurent Gbagbo a ouvert une nouvelle ère politique puisque c'était la première fois que le PDCI perdait la présidence...

que puisque c'était la première fois que le PDCI perdait la présidence – en l'occurrence au profit du Front populaire ivoirien (FPI). Quant à la nature du fonctionnement de l'économie, il n'y a pas eu de changement fondamental. Peut-être que l'exploitation du pétrole a donné un nouveau souffle aux potentialités économiques. Le mandat de Gbagbo est surtout marqué par le conflit qui a divisé le pays en deux. Mais il est aussi celui qui, pour beaucoup, a sauvé l'unité du pays en ayant tenu ferme devant la rébellion. Mais pour d'autres, il constitue une partie du problème, à la base de la frustration qui a fait naître une rébellion contre l'Etat ivoirien. Mais à tous points de vue, son accession à la présidence revêt un caractère historique.

Certains ont alors parlé de seconde indépendance?

Le terme de la seconde indépendance est venu un peu après. Il est plutôt apparu à l'époque où le conflit ivoirien a atteint un paroxysme avec la France. Le rôle de la France n'a jamais été clair dans le conflit. En 2004 surtout, il y a eu des incidents majeurs entre les deux pays. Les forces françaises intervenues en tant que force de maintien de la paix se sont retrouvées bombardées à Bouaké. A Abidjan, la riposte française a débouché sur la mort

d'une soixantaine d'Ivoiriens. C'est la mobilisation autour de ces événements qui a fait qu'on a parlé de seconde indépendance. Il y a eu un sentiment de néocolonialisme et c'était comme si le FPI avait puisé dans sa tradition de discours anti-impérialiste pour s'en resservir au moment opportun et prendre la France la main dans le sac.

Les Ivoiriens avaient le sentiment de s'émanciper de la tutelle française. Symboliquement c'était important, même si dans les faits rien ne s'est passé; il y a toujours un camp militaire français à Abidjan et les grandes entreprises françaises sont toujours bien représentées.

Pensez-vous que les élections en 2009 régleront une partie des problèmes?

Les élections régleront le partage du pouvoir. On saura qui vaut quoi sur l'échiquier politique. Il n'y a jamais eu d'élection présidentielle réunissant tous les grands partis représentés par leur leader.

Mais les élections ne régleront pas tout, dont le manque de confiance entre les partenaires politiques et entre les gens. On a besoin d'un sursaut de maturité des hommes politiques. Si Gbagbo, Ouattara et Bédié (*ndlr: les trois principaux leaders*) sont des personnalités respectées et expérimentées, la peur existe que cela s'envenime afin de servir des intérêts personnels immédiats. Avec les élections, on a toujours la crainte, quoi qu'on en dise, de voir un scénario à la kenyane (*ndlr: les élections générales au Kenya en 2007 et 2008 se sont déroulées dans la confusion et la violence*) ou ce qui s'est passé en octobre 2000 en Côte d'Ivoire se reproduire.

Propos recueillis par Mathieu Gasparini

DOSSIER: DÉMOCRATIE ÉLECTORALE EN AFRIQUE

Le risque d'une démocratie sans choix

Le changement ne se décrète pas. Cela explique en partie pourquoi les transitions démocratiques des années 1990 ont occasionné beaucoup d'espoirs déçus.

Il apparaît essentiel d'opérer un rapide retour sur les années 1990, car elles ont été indubitablement un moment charnière pour la «démocratie électorale». D'un point de vue chiffré, la différence entre avant et après 1990 est frappante. Ainsi de 1960 à 1990, à part plus d'une soixantaine de coups d'état, une seule élection a donné lieu à un changement de gouvernement (Ile Maurice). Par contre, entre 1990 et 1994, 54 élections ont eu lieu dans 29 pays et 14 présidents ont été éconduits par les urnes. Les raisons de ces changements ont souvent été classées de manière artificielle en causes externes et internes. Dans la première catégorie, on retrouve la fin de la guerre froide, la pression des pays donateurs à travers les plans d'ajustement structurels et les conditions imposées. Dans la seconde catégorie, on citera l'érosion de la légitimité des dirigeants, la contraction économique et des réseaux de clientélisme, les protestations grandissantes des églises, l'expansion des ONG et du langage des droits de l'Homme. En fait, ces mouvements internes étaient des facteurs nécessaires – mais pas suffisants – aux processus de transition.

DU «SOPI» AU «YES, WE CAN»

Les articles de ce dossier sur l'Angola, le Liberia, la Côte d'Ivoire et le Sénégal nous indiquent, notamment, qu'il ne suffit pas de décréter le changement pour qu'il se réalise. Trop souvent, le «changement» se retrouve réduit à un simple slogan. Le meilleur exemple récent nous a été donné par le nouveau président afro-américain, Barack Obama. Son «Yes, we can» résonne encore dans nos têtes mais demeure, comme l'histoire nous l'enseigne, pour le moins simpliste. Au «Yes, we can» fait écho le «Sopi» utilisé en 2000 par Abdoulaye Wade, l'ex-candidat à la présidence de la République du

Sénégal. En effet, le changement est par-dessus tout un processus qui mobilise et s'appuie sur de nombreuses forces sociales afin de modifier les structures de la société. En outre, le «sens» du changement ne va pas de soi; d'une part, les acteurs n'ont pas tous la même capacité d'orienter le changement, et d'autre part leurs intérêts ne sont jamais les mêmes.

l'année passée en Angola s'inscrit dans un contexte historique et stratégique particulier.

Proclamer qu'il existerait des recettes de techniques électorales équivaut à dire qu'il y aurait des élections idéales issues du modèle parfait de la démocratie électorale occidentale. Ainsi, les préjugés que l'on pourrait avoir sur la «démocratie électorale en Afrique» n'en sortiraient

niales étaient moins promptes à la dénoncer lorsqu'elles l'organisaient à grande échelle avant les indépendances. Auquel cas, les élites africaines n'ont que bien appris la leçon.

Quant à la violence, souvent présentée comme «naturelle», il est plus indiqué de l'analyser comme une forme de participation à l'action d'élire qu'à un rejet des pratiques électives. Ainsi, historiquement la violence s'étend lorsque le scrutin passe du mode censitaire au mode quasi-universel. Cela a été le cas en Europe au tournant du XX^e siècle. Cela s'explique par le fait que l'enjeu est plus important puisqu'il existe a priori plus de choix.

ÉLIRE OU CHOISIR

Toutefois, il s'agirait de ne pas oublier le désenchantement perceptible au lendemain des transitions des années 1990. Comme nous l'avons vu, cette période a permis de procéder à beaucoup d'élections et à donner des exemples, des points de comparaison à d'autres pays. Mais ce désenchantement, perceptible dans de nombreux pays africains, provient d'un intense sentiment de frustration. Les changements se sont révélés plus faibles que prévus, les espoirs déçus. Dans bien des cas, il n'y a pas eu de renouvellement des élites («les transhumants» sénégalais) et le sentiment prévaut que les anciens régimes se sont simplement transformés. Mais surtout, les contraintes économiques pèsent passablement. Il semble plus facile de procéder à des élections que de «refaire» l'économie et le fait est que ces pays deviennent des «démocraties sans choix» dans lesquelles les gouvernements n'ont pas la capacité de déterminer leur budget et leurs priorités, à cause des conditionnalités imposées par les pays donateurs. Le risque étant que cela peut à terme discréditer la démocratie comme possibilité.

Mathieu Gasparini



Toutefois, ces élections n'occupaient pas tout l'espace du changement. A côté de la politique institutionnelle, se trouvent d'autres pratiques sociales et politiques. Dans ce sens, cela confirme que les élections ne sont qu'un véhicule, un moyen d'atteindre un nouvel ordre politique. Il apparaît donc essentiel de se distancier de la vision technocratique des agences internationales qui pratiquent l'ingénierie électorale, c'est-à-dire réduisant la démocratie à la seule pratique des élections et à des techniques de vote. Par exemple, loin de constituer une «fin», les élections de

que renforcés. Contre ces préjugés, il est utile de se souvenir que même dans les démocraties électorales occidentales, les élections sont marquées par la fraude et la violence. A bien y regarder, ces pratiques «déviantes» sont même des éléments constitutifs de l'ordre politique tant qu'ils ne remettent pas en cause celui-ci. La fraude consiste à réduire l'incertitude par des moyens irréguliers. Par exemple, les élections américaines de 2000 sont un exemple-type que la fraude ne remet pas en cause le système. Ainsi, les fraudes sont souvent partie intégrante des élections. Les puissances colo-

Climat: la grande illusion européenne

Les dernières décisions de l'Union européenne en matière climatique témoignent de l'absence complète de prise en considération du problème et font craindre le pire pour l'avenir.

L'Union européenne fait souvent figure de leader dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique. Il est vrai que face aux Etats-Unis de Bush, nul n'est besoin d'être un éleveur de chèvre bio du Larzac pour apparaître comme un grand écologiste... Néanmoins, les dernières décisions du Conseil européen portant sur le «paquet énergie-climat», méritent que l'on souligne une fois de plus la quasi-totale inanité des politiques européennes dans le domaine.

Quel est l'enjeu? Le groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) qui produit le consensus scientifique au niveau mondial, estime d'une part dangereux un réchauffement de la température moyenne du globe de plus de 1,7°C par rapport à 1780, d'autre part qu'une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40% d'ici 2020 (par rapport à 1990) est nécessaire pour rester dans une fourchette de +2° à +2,4°C. Bref, des réductions sérieuses et rapides sont nécessaires de la part des pays développés, si l'on veut rester dans les limites d'un réchauffement qui ne cause pas de dégâts majeurs (il est déjà trop tard pour éviter tout réchauffement...).

Quel était alors le but poursuivi par l'UE lors de ce sommet? Grosso modo, il s'agissait d'entériner la règle des 3x20: améliorer l'efficacité énergétique de 20%, porter à 20% la part de renouvelable dans la consommation finale d'énergie et réduire de 20% les émissions de CO₂ par rapport à leur niveau de 1990, ceci pour l'horizon 2020. Cet objectif, comme on le constate aisément est déjà largement en dessous de la fourchette du GIEC.

Mais laissons la parole au grand écologiste français Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'Union européenne, qui au sortir du Conseil européen du 12 décembre dernier a déclaré: «ce qui se passe est historique, il n'y a pas un continent au monde qui soit doté de règles aussi contraignantes que

celles que nous avons adoptées à l'unanimité et franchement ça a été beaucoup plus facile à faire qu'on ne le dit.»

Ça a pu être facile en effet, puisqu'en réalité ces «efforts de réduction» qui sont déjà en soi insuffisants, ont été rendus à peu près nuls par le Conseil européen... 4% de réduction d'après Greenpeace. En effet, l'UE a déjà réduit de 8% ses émissions par rapport à 1990. Et les décisions prises à Bruxelles stipulent que deux tiers des réductions (soit 2/3 des 12% restants) peuvent être faites à l'extérieur du territoire de l'UE, par exemple en compensant des émissions de CO₂ dans des pays en développement. Comme le dit si joliment un autre grand écologiste, Silvio Berlusconi, président du Conseil italien: «Notre habileté tactique a payé. Nous n'avons pas eu peur de menacer d'opposer un veto pour obtenir des décisions de bon sens afin de défendre les intérêts de notre économie manufacturière.»

EFFETS D'ANNONCE

Les industries polluantes européennes disposent d'un solide réseau de lobbying auprès des institutions européennes. Mais avec des gouvernements aussi visiblement à leur service, le lobbying n'a nul besoin d'être trop intensif. «Droits à polluer gratuits pour les centrales à charbon polonaises, grammes de CO₂ offerts en bonus aux constructeurs automobiles allemands, possibilité pour chaque Etat d'aller acheter des crédits d'émissions de CO₂ hors d'Europe: avec Nicolas Sarkozy à la tête de l'Union, c'était Noël tous les jours pour les industries les plus polluantes!», déclare Karine Gavand de Greenpeace France.

Outre l'arnaque de la «compensation» à l'étranger des émissions européennes, le Conseil a rendu à peu près totalement inefficace le mécanisme des marchés de permis de polluer (mécanisme, d'ailleurs hautement critiquable en soi, mais c'est un autre problème). Les allocations de base de permis sont si généreuses qu'en réalité

presque aucune industrie n'aura à payer quoi que ce soit, et il se pourrait même que certaines fassent du profit grâce à cette manne européenne. C'est le cas des producteurs d'électricité qui ont simplement transféré sur le consommateur le surcoût du mécanisme.

Deux grands secteurs, responsables de près de 50% des émissions européennes, sont soumis au marché des permis: l'énergie et l'industrie (chimie, acier, ciment, etc.): «Côté industrie, l'exception est en train de devenir la règle: à force d'accorder des dérogations à tout le monde, seuls 4% des émissions polluantes vont finir par être soumises aux enchères, autant dire rien du tout», affirme Karine Gavand de Greenpeace France

PAS DE MESURES SOCIALES NON PLUS

Quant à l'accompagnement social de la transition vers une économie à moindre intensité carbonique, il n'en a, bien sûr, pas été question. Ce qui a fait dire à la Confédération européenne des syndicats, qui avait demandé la création d'un fonds européen d'ajustement à une économie «bas carbone» afin d'accompagner les transitions

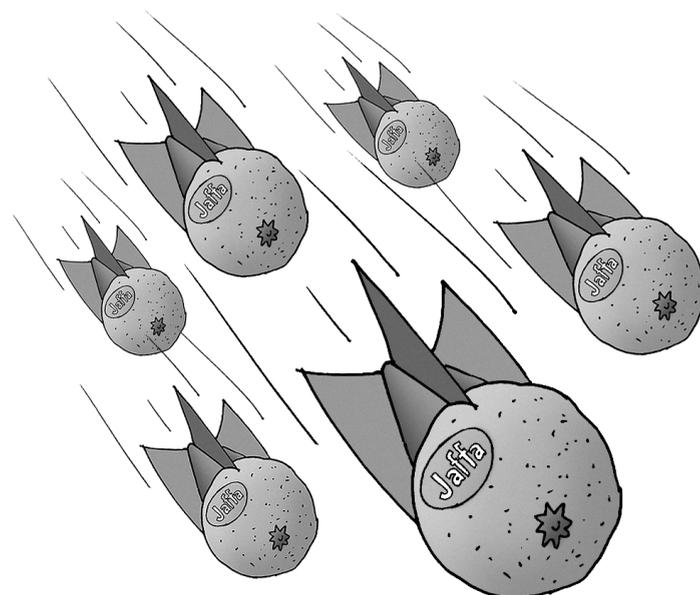
subies par les travailleurs déplacés: «les questions clefs demeurent, en particulier la capacité financière de l'UE à investir en conséquence dans les 27 pays afin de réduire le CO₂ et favoriser les énergies renouvelables. Le mécanisme d'échanges de quotas d'émission de CO₂ ne permettra de dégager des ressources financières que de manière insuffisante pour remplir cette mission d'investissement. Tout comme il n'y a pas d'instrument financier de solidarité avec les pays en voie de développement.»

Avec un 20% de réduction, en soi insuffisant, et qui ne sera probablement pas atteint au vu des conditions susmentionnées, les estimations portent maintenant sur 4% d'augmentation de la température moyenne pour la fin du siècle. Autrement dit une catastrophe annoncée, si les autres pays industrialisés emboîtent le pas à l'UE.

Une fois de plus, le cynisme consommé des dirigeants européens au service du capital se fève en matière de politique climatique. Ils arrivent à faire passer de ridicules vessies pour de magnifiques lanternes. Jusqu'à quand?

Romain Felli

JOYEUX NOËL!



C. Kline

Pour une vision nouvelle de la sécurité sociale

Afin de renforcer la solidarité de la protection sociale suisse, une réorganisation et une meilleure cohérence des différentes assurances sociales seraient nécessaires.

Par Stéphane Rossini, conseiller national et vice-président du PSS

L'histoire de la sécurité sociale est ponctuée d'étapes fondamentales qui caractérisent le développement de la solidarité par les systèmes nationaux de protection sociale. Ainsi, parmi celles qui ont marqué de leur influence la politique sociale suisse, on rappellera :

- la naissance des assurances sociales, en Allemagne, au cours des années 1880;
- le Social Security Act de 1935, aux Etats-Unis, qui aborde pour la première fois les relations entre le fonctionnement de l'économie et l'émergence des problèmes sociaux;
- le rapport Beveridge de 1942, qui constitue la première base d'un système de protection sociale global et cohérent, basé sur un véritable service public;
- la convention OIT 102 de 1952, qui définit le cadre de la sécurité sociale et ouvre la voie d'un ensemble de normes internationales visant à protéger des risques sociaux les travailleurs et autres catégories de population.

Tous les pays ont institué leur propre système de

... Les assurances sociales ont permis d'effacer la honte liée au geste de recevoir d'autrui ses propres moyens de subsistance...

protection sociale. Celui de la Suisse s'articule autour de différents principes: fédéralisme, subsidiarité, libéralisme, décentralisation, démocratie directe. Ils marquent de leur empreinte le débat et la définition des régimes, dès la fin du XIX^e siècle. Le système est élaboré pas à pas, sans vision d'ensemble, au gré des revendications et com-

bats politiques, en fonction des expériences internationales et de l'évolution des problèmes sociaux.

La crise des années 1990 provoquera une refonte des régimes cantonaux d'aide sociale et l'apparition de nouvelles formes d'intervention, par les mesures d'intégration, sociale et professionnelle, ou la pratique de la contre-prestation. Les restrictions budgétaires des années 2000 et les évolutions démographiques provoqueront l'ouverture de nouvelles révisions législatives. Aucun régime d'assurance sociale n'y échappe.

L'ENJEU DE L'ASSURANCE

Un enjeu majeur sous-tend la définition des contours de la sécurité sociale: l'affaiblissement de l'assurance au profit du renforcement de l'assistance. Ce phénomène, trop souvent considéré comme théorique, est pourtant essentiel. C'est de lui que dépendent les formes de la solidarité, donc la cohésion sociale.

Il a été démontré que le ciblage des prestations est une fausse «bonne idée», qui relève d'un a priori bon sens. S'il permet de privilégier ceux qui le sont le moins, en leur réservant des prestations dont ils seraient les uniques bénéficiaires, ces mesures engendrent des charges administratives importantes et ont un coût symbolique élevé. En légitimant le principe des conditions de besoin contre le principe de l'égalité des citoyens par les assurances, le ciblage ouvre une brèche dans l'unité de la cohésion sociale. Il accredité deux catégories de citoyens, ceux qui ont besoin de l'aide de l'Etat et ceux qui sont pleinement capables d'assumer leur destinée et celle de leur famille. Les assurances sociales ont permis d'effacer la stigmatisa-

tion et la honte liées au geste de recevoir d'autrui ses propres moyens de subsistance.

SYSTÈME COMPLEXE

Si notre système social est de qualité, il est aussi complexe et de plus en plus difficile à gérer. Son extension provoque des controverses, alors que l'on doit répondre à des besoins nouveaux et à des difficultés de coordination ou d'harmonisation. Le risque est grand de n'envisager une réforme que par une seule réduction des dépenses! La refonte structurelle apparaît dès lors comme un défi essentiel à la modernisation de l'Etat social. La multiplicité des compétences et des régimes, les diversités administratives et de gestion, les lacunes en termes de transparence ou de pilotage amènent à revoir les agencements et les coordinations. Il s'agit de faire sauter les cloisons et verrous, comblant des lacunes, simplifiant son organisation, facilitant la cohérence des prestations.

UNE ORIENTATION PARMIS D'AUTRES

Une piste, susceptible de constituer une base de discussion, consisterait à fonder une réforme sur quatre piliers.

1. «Vieillesse», réunissant les prestations de substitution de l'AVS, de la LPP et des PC.
2. «Santé et soins», rassemblant la LAMal, la AA et l'AI.
3. «Perte de gain, réadaptation, insertion», mettant en commun les mesures de retour à la capacité de gain contenues dans la LACI, l'AI, la AA, la maternité, les APG et l'assurance-maladie privée, comblant avec ce dernier élément une lacune fondamentale (et unique dans les pays développés) de la sécurité sociale helvétique.
4. «Famille», instituant, de manière cohérente, une com-

plémentarité entre allocations familiales et lutte contre la pauvreté (projet fédéral de prestations complémentaires pour familles), les mesures cantonales de recouvrement et d'avance de pensions alimentaires, les soutiens aux structures d'accueil extra-familial.

Une telle redistribution comporterait l'avantage de

... il faut réimposer la construction de la cohésion sociale...

supprimer les inégalités de traitement des assurés qui, pour un même problème social (atteinte à la santé ou perte d'emploi), se trouvent confrontés à des prises en charge différenciées et à des prestations inégales. Ainsi, une hospitalisation relevant de l'assurance-accidents, maladie ou invalidité n'a pas les mêmes conséquences, tant sur le prix du traitement, la part à charge de l'assuré que sur la prise en charge de la perte de gain. Une perte de gain pour raison de chômage entraîne une baisse de salaire de 10 ou 20%; une autre pour raison d'invalidité peut provoquer une baisse très largement supérieure.

CONDITIONS POLITIQUES

Une telle démarche ne va pas de soi. Ambitieuse, elle suppose une volonté d'ouverture et de discussion constructive. Or, la Suisse et ses autorités sont rarement prêtes à oser le changement. Face aux mouvements porteurs de l'individualisme et de la responsabilité individuelle, il faut réimposer la construction de la cohésion sociale. Nos assurances sociales en sont la pièce maîtresse. Bâties durant plus d'un siècle de luttes, elles doivent pourtant s'adapter et répondre à de nouveaux défis.

Quatre ans de majorité de gauche à Neuchâtel

En 2005, la gauche prenait le contrôle d'un canton pour la première fois depuis 1945. Le Parti socialiste et ses alliés POP-Verts-Sol gagnaient en effet une majorité au Conseil d'État et au Grand Conseil, ce qui a suscité beaucoup d'espoir dans leur électorat. A l'approche des élections du mois d'avril, le temps est venu de faire un rapide bilan de ces quatre années.

Par Antoine Chollet

Si ce gouvernement de gauche s'est incontestablement montré plus actif que ses prédécesseurs, force est de constater que cela ne semble pas avoir toujours été dans un sens très fidèle à ses engagements politiques initiaux. Ces quatre ans laissent l'impression étrange que, une fois au gouvernement, les idées politiques n'ont plus lieu d'être et sont remplacées par ce qui est pudiquement nommé «pragmatisme», mais qui relève purement et simplement de la continuation des politiques précédentes. L'on a ainsi pu s'interroger sur l'orientation politique véritable de ce Conseil d'État, puisqu'il s'est à maintes reprises montré aussi prompt que ses adversaires d'hier à prendre les mêmes décisions.

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Parmi celles-ci, la plus significative et celle qui a véritablement marqué la législature est sans aucun doute la politique de restrictions budgétaires. Sous le prétexte du frein à l'endettement, le canton a en effet vécu ces quatre dernières années la ceinture serrée au maximum, l'argument financier prenant le pas sur tous les autres. On savait que ces mécanismes limitant la marge de manœuvre politique rendaient très difficile la mise en place d'un projet ne se bornant pas à la gestion du quotidien, on a malheureusement découvert que ce gouvernement de gauche en a si bien adopté le principe et la rhétorique qu'il en a même exagéré l'usage. L'argument du frein à l'endettement a en effet révélé sa vraie nature lors du débat sur le budget 2009, puisque le Conseil d'État aurait souhaité un déficit bien en deçà de ce que prévoit ce

mécanisme, montrant ainsi qu'il était en fait soucieux d'équilibre budgétaire et non du simple respect de montant maximal des déficits. Qu'un gouvernement de gauche, qui plus est en période de crise, se croie mandaté par ses électeurs pour couper dans les services de l'État afin d'équili-

... il serait peut-être temps de ranger les ambitions personnelles au tiroir et de faire de la politique là où elle est efficace...

brer le budget cantonal témoigne d'une curieuse conception des valeurs politiques censées l'animer. De fait, ce Conseil d'État n'a cessé de rabâcher les arguments habituels de la droite, en matière de rigueur budgétaire, de réduction des prestations, ou de «rationalisations» (de l'administration, des hôpitaux, de la formation, etc.). Si l'on connaît bien la dimension tactique de ces arguments pour la droite (qui ne cherche qu'à limiter autant que possible «l'emprise» de l'État), il est déplorable de voir les mêmes arguments soutenir la politique d'un exécutif de gauche.

Mais ce qui est le plus inquiétant, c'est que ce genre d'expérience gouvernementale a de quoi faire désespérer du réformisme. Si la gauche, lorsqu'elle est au pouvoir, met en œuvre la même politique que la droite, quel intérêt peut-il encore y avoir à voter pour elle? Cela peut même se révéler contre-productif puisqu'un tel gouvernement rend en fait les luttes sociales plus difficiles, comme tétanisées de devoir affronter un pouvoir censé être de leur côté. Si la présence de la gauche au gouvernement n'est que le moyen de démanteler les politiques sociales que la droite n'ose pas toucher, il serait peut-

être temps de ranger les ambitions personnelles au tiroir et de retourner faire de la politique là où elle est efficace: dans la rue, auprès des travailleurs, dans les associations, dans les journaux, avec les militants. Si, au contraire, nous nous battons sur le terrain électoral, c'est bien parce que nous sommes persuadés d'avoir d'autres politiques à mettre en œuvre, non pas seulement meilleures, mais surtout soucieuses d'autres catégories de personnes: les travailleurs, les précaires, les sans-papiers et les immigrés, les chômeurs, les pauvres etc. Non, la droite et la gauche ne défendent pas les mêmes personnes, du moins pas prioritairement. Or l'expérience neuchâteloise de la majorité de gauche a trop souvent fait oublier ce principe pourtant élémentaire.

PAS D'ALTERNATIVES?

Prétendre, comme le fait le Conseil d'État depuis 2005, que, dans les temps difficiles, on ne gouverne pas à droite ou à gauche, mais qu'on ne fait que chercher des solutions aux problèmes qui se posent, est à la fois malhonnête, mensonger et politiquement inepte. Penser et faire penser qu'il n'y a qu'une politique

possible est la marque de fabrique de la droite suisse depuis au moins 150 ans, c'est l'idéologie thatchérienne du TINA (there is no alternative), c'est la doctrine du capitalisme libéral – sous la forme très helvétique du secret bancaire, de l'évasion fiscale et des banques toutes-puissantes – comme achèvement de l'histoire. On devrait peut-être se souvenir que toute l'expérience du mouvement ouvrier, puis de la gauche institutionnelle, a consisté à dire, et à montrer aussi, qu'il n'en était pas ainsi, qu'il y avait des solutions alternatives à l'enrichissement de quelques-uns au détriment de tous les autres. Celle-ci demanderait de l'imagination, de la créativité et de l'innovation, car il est vrai – et cela je veux bien le laisser au Conseil d'État – que la politique suisse depuis 150 ans n'a pas vraiment indiqué la voie à suivre et qu'une action gouvernementale de gauche reste presque entièrement à inventer aujourd'hui en Suisse. Si cette dernière législature peut nous faire douter de la capacité des magistrats actuellement en poste de le faire, je refuse pour autant de croire qu'elle a montré la seule politique dont la gauche soit capable en Suisse.



DR

La haine de l'Occident selon Jean Ziegler

Dans son dernier livre, La haine de l'Occident, Jean Ziegler met en garde les puissants de ce monde contre les conséquences de la misère des peuples opprimés et l'apparente amnésie dont ils font montre dans ce domaine.

Par Sylvain Thévoz

Dans un monde où, contrairement à une idéologie qui le souhaite globalisé et ouvert aux quatre vents, les sectarismes, les mouvements nationalistes et idéologistes défensifs fleurissent, il est un homme qui, disposant d'une vue large, a non seulement accès aux deux côtés des barricades, mais surtout parvient à les penser et les décrire dans un même mouvement. Jean Ziegler s'adresse à tous, mais plus particulièrement aux puissants, qui trop souvent s'enferment dans leurs certitudes et leurs préjugés, refusant d'entendre les cris des plus pauvres. Ni idéologue ni prophète, mais simple témoin, il nous fait part, dans son dernier livre, de ce qu'il a vu et entendu durant des années aux quatre coins de la planète. Dans *La haine de l'Occident*, il déterre la racine de cette fleur vénéneuse: la souffrance infinie des populations opprimées.

LES RACINES DE LA HAINE

La haine est a priori le thème central du livre de Ziegler, qui le porte en titre. Pourtant, Ziegler ne définit pas la haine. Peut-être parce qu'elle n'est que la face visible d'un mal plus profond. C'est finalement la question du mal que pose Ziegler, de l'injustice, de son scandale et de l'inacceptable complicité des puissants à sa continuelle propagation.

Le mal, condition de dé-création (comme l'affirmait Simone Weil), corrompt à la fois l'opprimeur et l'opprimé, la vic-

time et son bourreau. Cela ne veut pas dire que l'un et l'autre doivent y être confondus, puisque l'un l'exerce et l'autre le subit. Pourtant, tous deux y sont soumis et se trouvent blessés par

... Ainsi, le colon s'est-il recyclé sous la forme du trader, et le patron de colonie sous les traits du technocrate...

son imprégnation. Ziegler, faisant appel à l'Histoire, révèle la longue transhumance de la civilisation occidentale dont les cadavres et les crimes par milliers jalonnent l'économie funeste. Cette civilisation, si elle s'est appuyée sur le christianisme et les Lumières pour croître, a aussi jailli du crime et de l'oppression. Tant que cette vision totale n'aura pas été rétablie, et guérie, comment le cancer qu'elle porte pourra-t-il être soigné et ne pas contaminer d'autres peuples?

DEVOIR DE MÉMOIRE

Ziegler dénonce l'amnésie révoltante des mémoires occidentales où l'infantile peur d'être pris en faute le dispute à la tentation de nier ses méfaits. Aujourd'hui pourtant, les peuples sont sortis de leur état de choc et hurlent. Ziegler est un amplificateur de cette parole émancipée qui s'affirme. Elle réclame des comptes et l'Occident se doit de les solder.

Alors, pourquoi cette mémoire blessée n'est-elle pas recueillie, se voit-elle opposer une fin de non-recevoir par certains, alors que d'autres creu-

sent encore plus profond le sillon sanglant de l'humiliation et de la domination? Ziegler en donne une explication simple: le pouvoir économique et dominateur des puissants nécessite le maintien des opprimés dans leur rôle historique. L'intérêt des plus forts réclame un appareil idéologique assimilable dont l'imposition passe par une dérégulation des marchés. Parfois aussi, ce sont les conflits d'intérêts des pays et des grands groupes occidentaux qui s'exportent. Ainsi, le colon s'est-il recyclé sous la forme du trader, et le patron de colonie sous les traits du technocrate. Sous la plume de Ziegler, on assiste au démasquage du système des néo-colonies. Rien n'a changé, et l'appât du gain empêche une reconnaissance saine des responsabilités de chacun.

DÉPASSER LES HAINES RÉCIPROQUES

Ziegler tire la sonnette d'alarme. La haine raisonnée a son pendant radical: la haine pathologique, qui propulse des avions dans les tours. Si l'ivraie n'est pas arrachée aujourd'hui, si la graine de vie et d'espérance est étouffée, demain il sera trop tard. D'ailleurs, il est déjà trop tard. Cinq enfants de moins de dix ans meurent toutes les 7 secondes sur terre, principalement à cause de la faim ou de maladies qui y sont directement liées. Ziegler constate ainsi le grand écart de l'Occident entre ses principes universels (démocratie, droits de l'homme) et la défense de ses intérêts particu-

liers. Pourtant, des réalisations majeures, comme l'accession au pouvoir d'Evo Morales en Bolivie, ou la voix libre de Wole Soyinka, permettent de continuer d'espérer et de lutter.

Néanmoins, l'utopie du sociologue genevois de construire une société planétaire réconciliée introduit une nouvelle variable: le dialogue, seul capable de nettoyer les habitants de cette planète de la haine qui les ronge. Le dialogue, le rétablissement d'un ordre équitable pour tous, la guérison des mémoires blessées et le droit à l'alimentation sont l'unique alternative pour briser les cycles de la haine transmissible de génération en génération. Du succès de cette entreprise d'écologie de l'esprit dépend la survie de l'espèce humaine. Ziegler nous rappelle à l'ordre, celui d'une conscience responsable et engagée pour un monde plus juste et viable.

Jean Ziegler

LA HAINE DE L'OCCIDENT

JEAN ZIEGLER

Parti suisse du Travail et Tchécoslovaquie: une précision

Certains de nos lecteurs ont été surpris par une phrase prononcée dans l'interview de Marianne Huguenin (rubrique engagements, PdG n°73) portant sur les raisons de son engagement au Parti suisse du Travail. Elle affirmait: «L'intervention d'août 1968 en Tchécoslovaquie, sa claire condamnation par le PdT, m'a aussi aidée à faire le pas d'adhérer (...)».

Cette condamnation par le PdT de l'agression soviétique contre le mouvement démocratique du printemps de Prague n'est malheureusement pas aussi claire que ne le laisse supposer la phrase de Marianne Huguenin. L'analyse de l'organe du PdT d'alors, la Voix ouvrière montre plutôt un parti mal à l'aise, certainement déçu par Moscou, mais se gardant bien de condamner clairement l'agression militaire soviétique. Ceci à la différence des Jeunesses progressistes et des Etudiants progressistes dont le communiqué néanmoins ne sera pas publié par la V.O.

Source: Charles-André Udry *Le Printemps de Prague 1968: le PSDT, espoirs et désespoirs*, La brèche, 25 mars 1988.

Qu'est-ce tu vois, Ouaddou, dis donc ?

Pages de gauche a le plaisir de publier un article des Cahiers du Football, un mensuel français qui aborde le football de manière critique, et engagée, et qui aime à parler et dénoncer les dérives (politiques, financières, médiatiques) du «monde du ballon rond». Derrière le football, considéré comme un reflet de notre société, ce sont souvent des sujets «plus lourds» qui sont abordés par ce journal. Dans cet article, paru sur le site web du journal, l'auteur revient sur «l'affaire Ouaddou», du nom d'un joueur de Metz victime d'injures racistes lors d'un match, et plus particulièrement sur les réactions au niveau médiatique et politique qui s'ensuivirent.

Par Pierre Martini
lundi 25 février 2008

Après une semaine de gesticulations contre le racisme, la mousse retombe et les masques aussi. Même *L'Équipe* s'en prend à un gouvernement qui préfère la communication à l'action...

On pourrait presque y voir un retournement, voire une prise de conscience à retardement. Ou pourquoi pas, un effet de ce contexte politique général qui apporte soudainement la lumière à des médias redevenus un tant soit peu critiques. Peut-être, plus simplement, qu'un seuil est atteint au-delà duquel les faux-semblants ne peuvent perdurer... (...)

IMPUISSANCE ORGANISÉE

Certes, il y a encore quelques journaux pour régurgiter la communication officielle: «Laporte (secrétaire d'État chargé des sports, ndlr) relance le chantier de la lutte antiracisme», estime *Le Figaro*. Il y a aussi eu les grandes phrases hors sujet: «Racisme, plus jamais ça», floquée sur les T-Shirts de la Ligue, une bonne vieille recette régulièrement remise au goût du jour. Il y a aussi eux qui scandent le mot «scandale» sur un ton horrifié, l'assaisonnant de quelques invectives en pensant que cela suffit. On encore ceux qui bêtifient en canonisant Ouaddou («L'homme révolté», selon *France Football*). (...)

Tout ce petit monde fait aussi abstraction du caractère exceptionnel de l'incident messin, dans lequel un imbécile s'est laissé facilement repérer, alors que les foyers de racisme couvent, d'ordinaire, dans des tribunes moins faciles d'accès et qui savent préserver l'impunité des leurs.

Mais certaines cloches discordent, et pas des moindres. On pourrait ne produire que cet article de Marc Chevrier dans *L'Équipe* de vendredi, intitulé «Des annonces et peu d'actes» et sous-titré «L'agitation autour de 'l'affaire Ouaddou' masque la mollesse avec laquelle le racisme est combattu dans les stades». Le texte fustige la transformation de la question en «sujet de communication tous azimuts», souligne que Bernard Laporte n'a rien annoncé de nouveau et que l'impuissance des instances sportives et gouvernementales est proportionnelle au battage qu'elles organisent.

GROSSES FICELLES ET GRAND MARCEL

Certaines ficelles apparaissent en effet aussi grosses qu'improvisées: Laporte nomme Marcel Desailly (*ex-capitaine de l'équipe de France de football, ndlr*) «ambassadeur de la mobilisation du monde sportif contre le racisme» (ouf). Desailly, aussi politisé qu'une feuille d'impôt, qui présentait surtout l'avantage d'être libre, de l'aveu de Laporte lui-même, et dont la mission consistera en une «collecte d'informations, d'idées et de solutions qu'il nous délivrera au printemps». Il y a pourtant des spécialistes du racisme et de ce genre de missions qui auraient été infiniment plus indiqués... D'autant que, sur un tel sujet, les idées et autres solutions ont toutes été formulées et étudiées depuis longtemps. (...)

Du côté des mesures, l'ex-sélectionneur (*Bernard Laporte a été sélectionneur de l'équipe de France de rugby, ndlr*) a préconisé un «durcissement» des dispositions existantes, avec l'allongement de la durée des interdictions administratives de stade

les cahiers du football magazine de foot et d'eau fraîche

de trois mois à un an. Une mesure déjà actée le 21 janvier dernier par un comité interministériel, rappelle Marc Chevrier... De la répression, ou plutôt un simulacre de répression inutile pour la Licra, qui s'est prononcée contre ce principe, et «pour une application ferme, systématique et courageuse des lois, des règlements, des chartes, des conventions, déjà existants et, aux yeux de l'association, suffisants», avec un recours accru aux procédures judiciaires (notamment via les comparutions immédiates) plutôt qu'administratives.

Laporte n'a pas craint d'annoncer avec fracas que les arbitres devraient désormais interrompre les matches en cas d'incidents racistes. Une disposition ancienne dont l'application ne devrait pas échoir à l'arbitre, lequel a bien assez de responsabilités comme cela... (...)

LA COMMUNICATION OU L'ACTION ?

«On ne lutte pas contre le racisme avec des bonnes intentions et des gadgets (hymne contre le racisme, T-shirts), mais grâce à l'éducation et à l'application des textes existants, largement suffisants», s'exaspère Chevrier. En d'autres termes: il serait temps de favoriser l'application des lois existantes plutôt que leur multiplication, c'est-à-dire d'arrêter la communication au profit de l'action. Ce qui constituerait une véritable révolution culturelle.

Quelques jours avant l'incident de Metz, Bernard Laporte lançait ainsi une énième campagne

contre «la violence dans les stades», suivant là une recette éprouvée: annoncer des mesures dans le sillage de faits-divers médiatisés – en l'occurrence, plusieurs agressions d'arbitres lors de matches amateurs. Une méthode qui avait notamment permis à l'ancien ministre de l'Intérieur (*Nicolas Sarkozy, ndlr*) d'occuper le terrain médiatique avec une remarquable efficacité, sans obtenir l'ombre d'un résultat contre le hooliganisme, son mandat place Beauvau s'achevant même sur le pire drame de l'histoire du hooliganisme à la française, la mort de Julien Quemener porte de Saint-Cloud au cours d'une tentative de lynchage. Sans que personne ne s'avise de le placer devant ses contradictions et l'inefficacité de sa politique, ni ne remarque qu'il resserrait inlassablement les mêmes mots et les mêmes mesures.

Jusqu'à présent, l'alpha et l'oméga du journaliste sur ces sujets c'était, d'une part, diagnostiquer une «vague» ou une «multiplication» des problèmes sans arriver à concevoir simplement leur constance. D'autre part, accréditer la «croisade» des pouvoirs publics. La donne peut changer. On ne peut espérer agir sur les faits qu'en commençant par les décrire tels qu'ils sont, sans les dramatiser ni les minorer. Et en conservant toute sa vigilance critique envers les pouvoirs publics quand ils sont plus empressés à mettre en scène qu'à mettre en œuvre la lutte contre le racisme et les violences.

George Padmore (1902-1959)

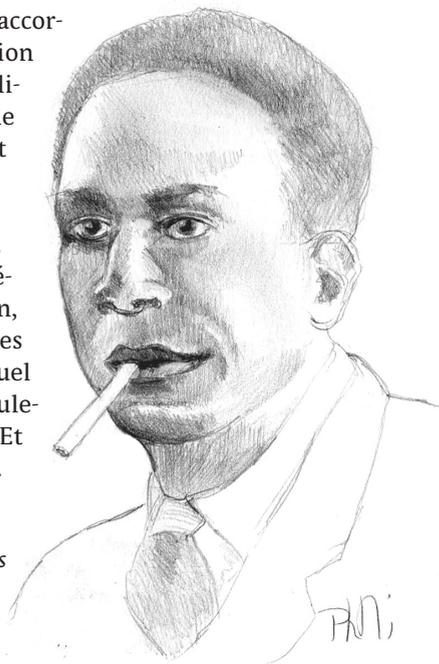
«Le propre des puissances impérialistes est d'exploiter. En accordant le droit aux peuples colonisés de se gouverner, l'exploitation perd sa raison d'être. Par conséquent, la lutte pour le pouvoir politique par les peuples et sujets colonisés est le premier pas – et le nécessaire pré-requis – vers l'émancipation sociale, politique et économique complète. [...]

Nous appelons aussi les classes d'intellectuels et de professionnels des colonies à prendre la mesure de leur responsabilité. En se battant pour les syndicats, pour le droit de créer des coopératives, pour la liberté de la presse, d'assemblée, de manifestation, de grève, pour la liberté d'imprimer et de lire les livres nécessaires pour l'éducation des masses, vous utiliserez le seul moyen par lequel vos libertés seront gagnées et maintenues. De nos jours, il y a seulement une route efficace vers nos buts: l'organisation des masses. Et dans cette organisation, les colonisés éduqués doivent se joindre.

Peuples et sujets colonisés, unissez-vous!»

Extrait de la *Déclaration aux travailleurs, paysans et intellectuels des colonies*, 5^e Congrès panafricain de Manchester, 1945 (notre traduction de l'anglais)

George Padmore est une des plus grandes figures du panafricanisme. Né à Trinidad, il part étudier aux Etats-Unis et milite très tôt dans les mouvements anti-impérialistes et syndicaux. Dans les années 30, il rejoint Londres où il poursuit des activités de journalisme et y rencontre, outre Web Dubois et CLR James, des futurs leaders nationalistes africains, comme Kenyatta et Nkrumah. Padmore organise le Congrès panafricain de Manchester en 1945. Dès 1957, il deviendra conseiller spécial de Kwame Nkrumah et continuera d'animer le panafricanisme depuis Accra.



agenda

Du 26 janvier au 1er février

Forum Social Mondial
Belém do Pará, Brésil

30 janvier

Conférence: L'Autre Davos

Après les années de vaches grasses, faut-il réparer ou changer le système en temps de crise?

15h00, Kongresshaus, Gotthardstr. 5, Zurich

31 janvier

Manifestation contre le World Economic Forum
14h00, rue du Mont Blanc, Genève

7 février

Décroissance – Illusion ou nécessité?

Journée de réflexion et d'échange de la Fédération romande des socialistes chrétiens
10h15, salle du restaurant La Grange (Casino), place de la Gare, Yverdon-les-Bains

8 février

Votations fédérales

9 février

Manifestation contre le World Economic Forum
14h00, parc des Cromptettes, Genève

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi:

Pages de gauche

Case postale 7126 - 1002 Lausanne

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Paroles d'Afrique

«A coup sûr, même avec des élections non truquées, vous étiez assuré d'être plébiscité comme chef de l'Etat lors des prochaines consultations. Vous étiez redevenu le Guide suprême. Vous aviez tout retrouvé: vos lycéons, votre arrogance, votre hypocrisie, vos mensonges, vos flatteurs, votre maman et sa météorite, votre marabout Bokano et son Coran, tous vos prestiges et effroi d'antan.»

Ahmadou Kourouma, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Seuil, Paris, 1998, p. 373

«Au paravent idéologique que le guide avait enfourché pour se donner des amis extérieurs et qui s'appelait le 'communautarisme tropical', Martial avait opposé une seule phrase: 'Qu'on me prouve que la dictature est communautaire.' Et les Gens de Martial dans leurs tracts paraphrasaient Martial en disant: 'Qu'on nous prouve que l'inhumanité est communautaire.'»

Sony Labou Tansi, *La vie et demie*, Seuil, Paris, 1979, p. 64

«A la naissance de Patatra, le guide Jean-Cœur-de-Père fit adopter par référendum une Constitution à deux articles. Article premier: le pouvoir appartient au guide, le guide appartient au peuple. Le deuxième article était rédigé dans une langue que personne ne comprit jamais. On disait que c'était la langue des fous.»

Sony Labou Tansi, *La vie et demie*, Seuil, Paris, 1979, p. 128

«Parti pour répondre à la question de savoir ce qui, en ce début de siècle, reste de la quête africaine d'auto-détermination, nous voici donc renvoyés aux figures de l'ombre, dans ces espaces où l'on voit, l'on aperçoit quelque chose, mais où cette chose est impossible à saisir, comme dans un fantôme, à l'exact point de divorce entre le visible et le saisissable, le perçu et le préhensible. A bien des égards, pareille conclusion est effrayante. Elle tend à indiquer que d'Afrique en tant que telle, il n'y en a point.»

Achille Mbembe, *De la Postcolonie*, Karthala, Paris, 2000, p. 274